

Aucun pacte avec le gouvernement ! Ne touchez pas à la Sécurité sociale !

C'est une véritable déclaration de guerre contre la classe ouvrière et la démocratie à laquelle s'est livré François Hollande lors de sa conférence de presse du 14 janvier. Confirmant son offre de « pacte de responsabilité aux entreprises », il en a précisé :

— les objectifs : au nom de la baisse du « coût du travail », la fin des cotisations familiales, soit 36 milliards d'euros de cadeaux aux patrons soustraits à la Sécurité sociale ; au nom de l'austérité, réduire la dépense publique (services publics, école...) de 50 milliards d'euros.

— les moyens : réaliser un « *grand compromis social* » associant l'Etat, les collectivités territoriales et les « partenaires sociaux » (patrons et syndicats ouvriers) ; et donner le pouvoir aux régions « *d'adapter* » les réglementations nationales, accélérant ainsi la dislocation des droits ouvriers et de la République.

Décidé à passer en force, Hollande a confirmé son intention d'engager la responsabilité du gouvernement. « *Je ne laisserai pas faire* », a-t-il martelé, dénonçant les « *frileux* » qui oseraient se dresser contre le carcan de l'Union européenne et du capital financier auquel, lui, Hollande, se soumet sans réserve.

A travers la liquidation des cotisations familiales — « *la plus grande baisse des cotisations patronales jamais accordée par aucun gouvernement* » (*Le Journal du dimanche*) —, c'est toute la Sécurité sociale fondée sur le salaire différé qui est menacée de liquidation !

La Sécurité sociale de 1945, c'est la classe ouvrière constituée comme classe garantissant à tous les siens la solidarité ouvrière. Vouloir détruire la Sécurité sociale, c'est, de fait, prétendre détruire la classe

ouvrière organisée comme classe avec les organisations qui la constituent. De même que vouloir disloquer la forme républicaine des institutions de l'Etat, c'est menacer de destruction toutes les conquêtes ouvrières et démocratiques inscrites dans ce cadre.

Que Gattaz, du Medef, les représentants de l'Union européenne et le gouvernement allemand de grande coalition apportent leur soutien à Hollande, c'est dans l'ordre des choses. Mais pour les organisations du mouvement ouvrier, il n'y a rien à négocier dans un pacte dont le seul contenu est l'atomisation de la classe ouvrière et de ses organisations.

La politique du gouvernement constitue une attaque sans précédent contre l'ensemble des salariés et leurs familles. Elle met à l'ordre du jour la riposte d'ensemble, la mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations pour bloquer ce plan destructeur Hollande-Gattaz.

Aucun pacte, de quelque nature qu'il soit, ne peut être passé avec ce gouvernement Hollande-Ayrault (1), instrument du patronat et de l'Union européenne contre la classe ouvrière ! Le « pacte de responsabilité » doit être défait, et avec lui, ses initiateurs : le gouvernement, le Medef et l'Union européenne !

Paris, le 21 janvier 2014

**Claude Jenet, Daniel Gluckstein,
Gérard Schivardi, Jean Markun,
secrétaires nationaux du POI ■**

(1) Une nouvelle fois, nous notons l'équivoque des représentants de la gauche du Parti socialiste et du Front de gauche qui critiquent (et pour certains condamnent) le « pacte de responsabilité » tout en persistant dans leur soutien apporté au gouvernement, notamment dans la constitution de listes communes (au premier ou au second tour) pour les élections municipales.

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant Je souhaite adhérer

Nom, prénom : Adresse :

..... Code postal : E-mail :

Bulletin à retourner à : Parti ouvrier indépendant, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.